

Dans la série "Portraits de pionniers de l'unification de l'Europe" (cf. Courrier du Personnel n. 42), nous vous présentons aujourd'hui :

In der Reihe "Pioniere der europäischen Einigungsbestrebungen" (siehe Personalkurier n. 42) stellen wir Ihnen heute vor :

Nella serie "Ritratti di pionieri dell'unificazione dell'Europa" (cfr. Corriere del Personale n. 42) oggi presentiamo :

In de reeks "Portretten van de pioniers van de eenheid van Europa" (zie Personeelskoerier n. 42), stellen wij U heden voor :



ARISTIDE BRIAND

Né à Nantes en mars 1862 et mort à Paris en mars 1932, Aristide Briand a été quinze fois Ministre et dix fois Président du Conseil entre 1906, quand il entra pour la première fois dans un gouvernement, en janvier 1932.

Etudiant en droit, il milite à l'extrême gauche et publie des articles dans "Le Peuple", "Lanterne" et "Petite République". Avocat bien préparé, socialiste actif et passionné, il fonde avec Jean Jaurès "L'Humanité" (qui deviendra en 1919 l'organe du parti communiste français), défend les ouvriers des chantiers maritimes et se met à leur tête lors de déclenchement d'une grève générale en 1894, ce qui l'impose comme leader du mouvement socialiste français.

Elu député en 1902, Briand s'intéresse particulièrement à la question - alors très actuelle et très importante - surtout en France - des rapports entre Etat et Eglise. En 1906, ayant accepté le portefeuille de l'instruction publique et des questions religieuses, il est exclu du Parti socialiste. Ses qualités d'orateur ouvert aux grandes idées et aux nobles idéaux révèlent sa forte et complexe personnalité.

Très bon Ministre, défenseur convaincu de la séparation la plus totale des pouvoirs de l'Etat de ceux de l'Eglise, après un bref passage au Ministère de la Justice, Briand est chargé de former son premier gouvernement en juillet 1909. Quelques mois plus tard, il doit faire face à une grève générale des chemins de fer, à ses yeux socialement injustifiée. Il révèle alors les qualités insoupçonnées d'un chef rigide préoccupé de défendre les intérêts supérieurs de la patrie: il décrète la mobilisation des cheminots et l'arrestation du Comité de grève. Briand est pour la première fois Ministre des Affaires étrangères d'octobre 1915 à mars 1917, en pleine guerre mondiale. On le retrouve à ce même ministère entre janvier 1921 et janvier 1922 et, enfin, presque sans interruption, d'avril 1925 à janvier 1932, la veille de sa mort.

A la fin de la première guerre mondiale on arrive à la signature du Traité de Versailles, en juin 1919, après d'âpres discussions et d'énormes rivalités entre les vainqueurs. La carte de l'Europe est redessinée selon des principes inspirés par un "nationalisme scolaire". Avant la guerre 1914-18, il y avait en Europe une vingtaine d'Etats souverains, après la paix de Versailles on en compte plus de trente.

Pour "développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sécurité" on constitue une "Société des Nations" d'inspiration américaine dont le siège est établi à Genève. Mais l'absence des Etats-Unis, de la Russie (devenue communiste) et de l'Allemagne (devenue République) empêche cet organisme de devenir vraiment universel.

Briand fait toutefois de Genève et de la Société des Nations la grande tribune de la politique étrangère de la France : présent à toutes les séances, il insiste pour l'admission de l'Allemagne, crée de bons contacts avec son homologue de Berlin, Stresemann. Son but : la sécurité de la France, la paix en Europe et, de reflet, dans le monde.

Un pas dans la bonne direction est fait avec le "Pacte de Locarno" signé en 1925 entre la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne, l'Italie et la Belgique qui s'engagent "à ne pas recourir à la guerre" dans leurs relations mutuelles.

Un autre pas est fait avec la signature, en août 1928, à Paris, du "Pacte Briand-Kellogg" qui proclame la renonciation à la guerre comme instrument de politique internationale.

Enfin, un dernier pas à franchir pour la paix en Europe est l'unité même de l'Europe. Briand partage complètement les idéaux de son ami Coudenhove-Kalergi. Il en est le porte-parole éloquent à la Société des Nations en septembre 1929 quand il proclame : "je me suis associé pendant ces dernières années à une propagande active en faveur d'une idée qu'on a bien voulu qualifier de généreuse peut-être pour se dispenser de la qualifier d'imprudente. Cette idée... a fini par apparaître comme répondant à une nécessité. Des propagandistes se sont réunis pour la répandre, la faire entrer plus avant dans l'esprit des nations, et j'avoue que je me suis trouvé parmi ces propagandistes... Je pense qu'entre les peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral... C'est ce lien que je voudrais m'efforcer d'établir".

Stresemann, qui assistait à cette réunion, approuve chaleureusement Briand. Les délégués des 27 Etats européens, membres de la Société des Nations, chargent le Ministre français de rédiger un mémorandum sur le problème.

Le mémorandum est envoyé le 1er mai 1930 : il prévoit l'extension à tous les Etats européens du régime de sécurité créé par le "Pacte de Locarno"; il propose l'institution :

- a) d'une conférence européenne composée de tous les Etats membres
- b) d'un comité politique permanent, comme organe exécutif
- c) d'un service de secrétariat.

Avant le 4 août, tous les Etats donnent leur réponse : La Yougoslavie et la Bulgarie sont les seuls à adhérer entièrement. L'Allemagne craint qu'avec ce pacte on ne stabilise ses frontières orientales. L'Italie veut une coopé-

ration non une union entre tous les Etats d'Europe et demande comme préalable l'adhésion de la Russie de Staline. La Grande Bretagne préfère la collaboration avec les dominions, rejette tout lien européen et affirme que les réunions au sein de la Société des Nations sont suffisantes. Dans la session de septembre 1930, la divergence entre le Ministre Briand et son homologue britannique, Henderson, éclate évidente: la proposition d'une sorte de lien fédéral européen est "encommissonnée", c'est-à-dire enterrée.

Aux Etats-Unis, le temple du veau d'or de Wall Street s'est écroulé et la panique financière envahit le pays tandis qu'en Allemagne, en 1930, aux élections générales, Hitler obtient 6 millions de voix et 109 sièges au Reichstag.

Un an et demi plus tard, Briand, Prix Nobel de la Paix en 1926, meurt à la fin de l'hiver. Il ne verra pas la victoire néfaste du national-socialisme.

*Aristide Briand - 1862 in Nantes geboren und 1932 in Paris gestorben, war fünfzehnmal Minister und zehnmal Ministerpräsident. Der Journalist, Anwalt und Sozialistenführer ist vor allem als der französische Außenminister bekannt, der den Völkerbund in Genf zum Forum der europäischen Friedenspolitik seines Landes gemacht hat. In der Überzeugung, daß der Friede in Europa auf einer deutsch-französischen Verständigung beruhen müsse, nimmt er enge Beziehungen zu seinem deutschen Amtskollegen Stresemann auf, er erstellt und unterzeichnet den "Locarno-Pakt" zwischen Frankreich, Deutschland, Großbritannien, Italien und Belgien, er beantragt die Aufnahme Deutschlands in den Völkerbund, er macht auf der Grundlage des Paneuropa-Programmes den Vorschlag "einer Art bundesstaatlicher Verbindung zwischen den Völkern, die geographisch die Völker Europas darstellen" und lanciert den Gedanken eines Paktes, in dem "der Verzicht auf den Krieg als Werkzeug der internationalen Politik" verkündet wird eines Paktes, der dann vom amerikanischen Außenminister Kellogg unterstützt und 1928 von 60 Ländern unterzeichnet worden ist.*

*Sein Vorschlag der Vereinigten Staaten Europas wird insbesondere vom faschistischen Italien angegriffen, das den vorherigen Beitritt des stalinistischen Rußlands fordert, ebenso von der Weimarer Republik, die ein Erstarren ihrer Ostgrenzen befürchtet, und von der Labour-Regierung Großbritanniens, die der Zusammenarbeit mit den Dominions den Vorzug gibt und jegliche europäische Bindung ablehnt.*

*Briand erhält 1926 nach dem "Locarno-Pakt" den Friedensnobelpreis.*

Aristide Briand - è stato 15 volte Ministro e 10 volte Presidente del Consiglio. Giornalista, avvocato, leader socialista, è conosciuto soprattutto come il Ministro degli Affari Esteri francese che ha fatto della Società delle Nazioni di Ginevra la tribuna della politica pacifica europea del suo paese. Convinto che la pace europea deve essere fondata sull'intesa franco-tedesca, egli stabilisce stretti contatti con il Ministro degli Esteri tedesco Stresemann, prepara e firma il Patto di Locarno a cui aderiscono oltre alla Francia e alla Germania, l'Italia, il Belgio e la Gran Bretagna, propone l'entrata della Germania alla Società delle Nazioni e lancia l'idea, sulla base del programma Paneuropa, di "una specie di legame federale" fra i popoli che sono geograficamente vicini come i popoli d'Europa" nonché di un patto che proclami "la rinuncia alla guerra come strumento di politica internazionale", patto appoggiato dal Segretario di Stato americano Kellogg, e firmato da 60 paesi nel 1928.

La sua proposta di Stati Uniti d'Europa è criticata soprattutto dall'Italia fascista che chiede l'adesione della Russia di Stalin, dalla Germania di Weimar che teme lo stabilirsi definitivamente delle sue frontiere orientali, dalla Gran Bretagna laborista che preferisce la collaborazione con i "dominions" e respinge ogni legame europeo.

Dopo la firma del Patto di Locarno, Briand riceve nel 1926 il Premio Nobel della Pace.

Aristide Briand - was vijftienmaal minister en tienmaal minister-president. De journalist, advocaat en socialistische voorman Briand werd vooral bekend als de minister van Buitenlandse zaken van Frankrijk die van de Volkenbond te Genève het forum maakte voor de vredelievende en Europese politiek van zijn land. Overtuigd dat de vrede in Europa gebaseerd moet zijn op een goede verstandhouding tussen Frankrijk en Duitsland legt hij nauwe contacten met zijn Duitse ambtgenoot Stresemann, bereidt hij het pact van Locarno tussen Frankrijk, Duitsland, Groot-Brittannië, Italië en België voor en ondertekent het, dringt hij aan op de toetreding van Duitsland tot de Volkenbond, stelt hij op basis van het Pan-Europese programma "een soort federale band" voor tussen de volkeren "die geografisch gegroepeerd zijn zoals de volkeren van Europa" en stelt een verdrag voor waarbij "van de oorlog als instrument voor de internationale politiek wordt afgezien"; dit verdrag wordt eveneens verdedigd door de Amerikaanse minister van Buitenlandse zaken Kellogg en tenslotte in 1928 ondertekend door 60 landen.

Op zijn voorstel betreffende de Verenigde Staten van Europa wordt vooral kritiek geleverd door het fascistische Italië, dat de goedkeuring van het Rusland van Stalin als voorwaarde stelt, door het Duitsland van Weimar, dat een definitieve afbakening van zijn oostelijke grenzen vreest en door het onder Labour-bewind staande Groot-Brittannië, dat de voorkeur geeft aan een samenwerking met de landen van het Gemenebest en iedere Europese binding afwijst.

Briand ontvangt in 1926 na het pact van Locarno de Nobelprijs voor de vrede.

*Rückzahlung der Wohnungsbauprämien, wenn ein deutscher Bediensteter innerhalb der Sperrfrist an seinem Dienstort im Ausland baut ?*

1. Der Bundesfinanzhof (BFH) hatte mit Urteil vom 1. März 1963 - VI 269/61 U, Bundessteuerblatt 1963, Teil III, Seite 200 - entschieden, daß einem Wohnbausparer keine Wohnungsbauprämien zustehen, wenn er sein Bausparguthaben vor Ablauf der Sperrfrist für einen Wohnungsbau im Ausland verwendet.

Der BFH hat dabei ausgeführt, dem Sinn des Gesetzes nach könne nur der Wohnungsbau *im Inlande* begünstigt sein, obwohl diese Bedingung im Wortlaut des Gesetzes nicht enthalten sei. Der deutsche Gesetzgeber könne nur das Ziel verfolgt haben, den Wohnungsbau im Inland zur Behebung der inländischen Wohnungsnot zu begünstigen und zugleich damit den inländischen Baumarkt zu fördern. Diese Ziele würden aber durch einen Wohnungsbau im Ausland nicht erfüllt; er sei daher nicht prämiengünstigt, und eine bereits gezahlte Prämie sei zurückzuzahlen.

2. Gegen diese, inzwischen von allen Finanzverwaltungen vertretene Ansicht hat ein Beamter der EAG-Kommission im Jahre 1966 Klage erhoben und sich damit insbesondere dagegen gewehrt, daß das Urteil des BFH, welches zu einem Fall des Bauens in Oesterreich ergangen war, auch auf den Wohnungsbau von deutschen Bediensteten der Gemeinschaften an ihrem ausländischen Dienstort angewendet wird.

3. Durch Urteil vom 3. Oktober 1968 - II 78/66 - hat das Finanzgericht Hamburg dem Kläger recht gegeben und den Prämienrückforderungsbescheid des Finanzamts aufgehoben.

4. In seinen Entscheidungsgründen hat das Finanzgericht insbesondere ausgeführt, daß der vertragsmäßige Zweck des § 5 Absatz 2 Satz 1 des Wohnungsbauprämiengesetzes, - also insbesondere die unverzügliche und unmittelbare Verwendung der empfangenen Beträge zum Wohnungsbau - auch dann erfüllt sein kann, wenn ein deutscher Bediensteter der Europäischen Gemeinschaften an seinem Arbeitsplatz im Ausland baut.

Nach dem eindeutigen und in sich vollständigen Wortlaut des § 2 Absatz 2 Satz 3 des Gesetzes komme es nicht darauf an, ob der Prämienberechtigte im Inland oder im Ausland baue. Eine Auslegung des Gesetzes sei nicht erforderlich, da sein Wortlaut klar sei. Im übrigen würde eine Auslegung nicht zu einer Beschränkung der Prämiengewährung auf das Bauen im Inland führen. Der Gesetzgeber habe in Kenntnis des Problems auf eine entsprechende Beschränkung des Sonderausgabenabzugs und der Prämienvergünstigung beim Bauen im Ausland verzichtet; es liege auch weder ein Redaktionsversehen noch ein Irrtum des Gesetzgebers vor (wir näher ausgeführt).

Schließlich heißt es noch in dem Urteil :

Wenn die deutschen Bediensteten bei den Gemeinschaften, die nach dem Einkommensteuergesetz nicht mehr unbeschränkt steuerpflichtig seien, im Hinblick auf den jetzigen Artikel 14 des Protokolls über die Vorrechte und Befreiungen der Europäischen Gemeinschaften vom 8. April 1965 wie unbeschränkt Steuerpflichtige behandelt würden und damit prämiengünstigt seien, dann sei es auch geboten, ihnen die Vergünstigung zu belassen, wenn sie innerhalb der Sperrfrist mit den empfangenen Beträgen ein Eigenheim an ihrem Wohnort und

Arbeitsplatz in Belgien errichteten. Man könne zumindest nicht ausschließen, daß der Gesetzgeber in diesen Fällen den Bediensteten die Vergünstigung belassen hätte, wenn er das Gesetz durch Einfügung eines einschränkenden Zusatzes dahin geändert hätte, daß nur das Bauen im Inland begünstigt sei.

5. Das Urteil des Finanzgerichts Hamburg ist noch nicht rechtskräftig; die Frist zur Einlegung einer Revision läuft noch.

*Anmerkung der Redaktion : Dieser Beitrag ist uns freundlicherweise von Herrn Schloh, Generalsekretariat des Rates, Brüssel, zur Verfügung gestellt worden. Wir werden die Angelegenheit für Sie im Auge behalten.*

*Cet article concerne la prime à la construction accordée par les autorités allemandes aux ressortissants de nationalité allemande.*

*Il presente articolo riguarda il premio alla costruzione accordato dalle autorità tedesche al personale di nazionalità tedesca.*

*Dit artikel betreft de bouwpremie toegestaan door de duitse overheidsdiensten aan de personeelsleden van duitse nationaliteit.*